

La « Cour Suprême » de Facebook scrutée de près

Chaque vendredi, dans sa revue de presse, Maddyness vous propose une sélection d'articles sur un sujet qui a retenu l'attention de la rédaction. Cette semaine, le conseil de surveillance de Facebook.

L'Oversight Board réussira t-i à satisfaire toutes les parties ?

La pression

Le Facebook Oversight Board est là pour accélérer les prises de décision les plus périlleuses et éviter à Mark Zuckerberg d'avoir à supporter seul le poids de certaines décisions. Dans ses premiers "jugements" rendue courant janvier 2021, ce comité semi-indépendant (il est externe à Facebook, mais financé par la firme) a déjugé les modérateurs à quatre reprises seulement.

La création de ce comité a en effet généré beaucoup d'inquiétudes. Ses décisions reflèteront-elles son indépendance, seront-elles jugées parfaitement éthiques, bousculeront-elles les règles de modération dictées par Facebook et satisferont-elles la masse des utilisateurs d'un réseau qui compte désormais plus de 2,8 milliards de membres et presque autant d'opinions différentes ? [Lire l'article complet sur les Numériques.](#)

Les dessous de la "Cour Suprême" de Facebook

Le pouvoir

Facebook veut conférer une véritable légitimité à cette institution qui a rendu ses premières décisions en janvier . Comparée par Mark Zuckerberg à une Cour suprême, elle représente « *l'un des projets constitutionnels les plus ambitieux de l'ère moderne et un moment clé dans l'histoire de la gouvernance de la liberté d'expression en ligne* » , estime Evelyn Douek, professeur spécialiste du sujet à Harvard.

Les 2,8 milliards d'utilisateurs de la plateforme peuvent la saisir pour faire appel de la décision de Facebook de retirer leur contenu ou de ne pas supprimer celui d'un autre utilisateur qu'ils ont signalé. Vingt personnalités reconnues du monde politique, académique, de la défense des droits de l'homme et des médias, dont les trois-quarts hors des Etats-Unis, y siègent. Elles sélectionnent les recours qui ont le plus de potentiel pour guider les futures décisions et règles de Facebook. *Lire l'article complet dans les Echos.*

L'épineux dossier de Donald Trump

Le président

Facebook's oversight board is expected to rule in the coming weeks on whether to uphold or overturn Trump's indefinite suspension from the platforms, which the company imposed after the Jan. 6 Capitol riots over fears he might incite further violence. Free speech and legal experts tracking the debate say the former president would need a series of interpretations by the group to break his way to regain his megaphone on the world's biggest social network.

The key factors, these people said, will include whether the board thinks Facebook set clear enough rules and gave Trump a fair shake. Another will be what kind of case the board thinks it's weighing — a narrow, "legalistic" debate about one person's freedom of expression or a broader one about the public's right to safety. *Lire l'article complet sur Politico.*

Facebook dans le viseur du Sénat américain

La cible

The CEO was asked repeatedly at a congressional hearing whether Facebook's recommendation algorithms fuel political polarization. Representative Debbie Dingell, a Michigan Democrat, asked Facebook CEO Mark Zuckerberg to respond to a claim he once made about his own company: that the more likely content posted to Facebook is to violate the company's community standards, the more engagement it will receive.

His answer is a common Facebook talking point and skirts the fact that the company has not undertaken a centralized, coordinated effort to examine and reduce the way its recommendation systems amplify misinformation. To learn more, read Hao's reporting. [Lire l'article complet sur le site MIT Technology Review.](#)

Article écrit par ANNE TAFFIN